

PRÉFÈTE DE LA LOIRE

SOUS-PREFECTURE DE ROANNE

BUREAU DES LIBERTES  
ET DE LA SECURITE PUBLIQUES  
Section de la sécurité et de l'autorisation administrative

Affaire suivie par Mme Lacourtablaise  
Courriel : sous-prefecture-de-roanne@loire.pref.gouv.fr  
Téléphone 04 77 23 64 64  
Télécopie 04 77 71 42 78

Unité Territoriale de la Loire

24 FEV. 2012

SPR n° 14/2012

La préfète de la Loire  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de la défense notamment ses articles L.2352-1, L.2353-1, R.2352-81 à R.2352-87, relatifs aux produits explosifs à usage civil ;
- VU** les arrêtés ministériels du 3 mars 1982 relatifs au marquage et à l'identification des produits explosifs, à leur modalité d'acquisition, au contrôle de leur circulation et de leur usage normal ;
- VU** la circulaire interministérielle du 9 novembre 1982 ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 10 mai 2010 autorisant, pour une durée de 5 ans, la SARL PAGE Eric dont le siège social est 781 rue du pont 42300 Villerest, à utiliser des explosifs dès réception dans sa carrière située lieu dit « Braille Ouest » 42300 Villerest ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2011, portant délégation de signature à M. Joël MATHURIN, sous-préfet de Roanne,
- VU** la demande en date du 09 janvier 2012, présentée par M. Eric PAGE, gérant, qui sollicite l'autorisation d'utiliser dès leur réception 1500 kg de produits explosifs et 50 détonateurs de type micro-retard dans la carrière située lieu dit « Braille ouest » sur le territoire de la commune de Villerest ;
- VU** les documents annexés à ladite demande ;
- VU** les avis émis par :
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Région Rhône-Alpes en date du 03 février 2012 ;
  - le chef d'Escadron commandant la compagnie de gendarmerie de Roanne en date du 08 janvier 2012 ;
  - le maire de Villerest en date du 20 décembre 2011 ;

## ARRETE

**Article 1 :** La SARL PAGE Eric dont le siège social est 781 route du Pont 42300Villerest, est autorisée à utiliser des produits explosifs dès réception sur le territoire de la commune de Villerest, lieu dit Braille pour l'exécution de travaux d'abattage de roches massives en carrière.

**Article 2 :** Sous réserve de l'application de l'article 3 ci-dessous, la validité de la présente autorisation est de **cinq ans**.

Cette autorisation peut être retirée à tout moment, sans mise en demeure, ni préavis, en application de l'article R2352-88 du code de la défense.

Dès la cessation d'exploitation, le bénéficiaire retournera la présente autorisation à la sous-préfecture de Roanne et en informera la direction régionale de l'aménagement et du logement.

**Article 3:** En application de l'article 5-II de l'arrêté ministériel du 3 mars 1982, la présente autorisation vaut habilitation de Monsieur Eric PAGE en qualité de personne physique responsable sur les lieux d'emploi, de la garde, de la mise en oeuvre et du tir des produits explosifs et titulaire d'un certificat d'acquisition de produits explosifs.

En son absence, les préposés aux tirs de la société SOFITER autorisés à la mise en oeuvre et à l'utilisation des explosifs sur le site sont :

- Joël DUPIN habilité à cet effet par le préfet de l'Ain le 14 avril 2004
- Christophe CLAVON habilité à cet effet par le préfet du Rhône le 15 septembre 2008
- Abdelhamed OUNOUGH, habilité à cet effet par le préfet du Puy de Dôme le 18 mars 2004
- José TEIXEIRA, habilité à cet effet par le préfet de la Lozère le 18 mars 2004
- Philippe GRZELCZYK, habilité à cet effet par le préfet du Jura le 26 mai 2004
- José MORAIS, habilité à cet effet par le préfet de la Haute Marne le 17 janvier 2005
- Vincent ORLANDELLA, habilité à cet effet par le préfet de la Côte d'Or le 29 avril 2004
- Amara MANSOURI, habilité à cet effet par le préfet du Rhône le 28 avril 2004
- André LOUIS, habilité à cet effet par le préfet du Doubs le 20 avril 2006
- Nicolas KATONA, habilité à cet effet par le préfet du Jura le 16 juillet 2009
- Jean Luc JENOUDT, habilité à cet effet par le préfet du Jura le 28 mai 2004
- Jérôme GAUTHIER, habilité à cet effet par le préfet de l'Ain le 06 avril 2004
- Domingos FREITAS, habilité à cet effet par le préfet de la Côte d'or le 29 avril 2004
- Joaquim FERREIRA DA SILVA, habilité à cet effet par le préfet de la Saône et Loire le 12 septembre 2006
- Karim DAMIS, habilité à cet effet par le préfet de la Côte d'Or le 18 novembre 2003
- Michaël DARCHE, habilité à cet effet par le préfet de l'Ain le 25 octobre 2004
- Cédric BOLLEY, habilité à cet effet par le préfet de l'Ain le 06 avril 2004
- Pascal BOINON, habilité à cet effet par le préfet de la Saône et Loire le 21 avril 2004

La présente autorisation n'est valable que pour les personnes désignées ci-dessus, pour la durée liée à celle de leurs fonctions au sein de la société SOFITER et le temps où elles seront habilitées à l'emploi de produits explosifs.

Toute nouvelle désignation d'une personne physique responsable implique le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

**Article 4:** Les quantités maximales de produits explosifs que le bénéficiaire est autorisé à recevoir en une seule expédition sont fixées à :

**1500 kg de produits explosifs**  
**50 détonateurs électriques de type micro-retard**

**La fréquence autorisée pour les livraisons est de 10 expéditions maximales par an.**

**Article 5 :** Le transport des produits explosifs est assuré par la société TITANOBEL dont le siège social est à Pontarlier Sur Saône (21).

Chaque transport donnera lieu à l'établissement d'un titre d'accompagnement et est effectué au moyen de véhicules répondant aux prescriptions réglementaires de l'arrêté du 03 mars 1982 relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs.

**Article 6 :** Les produits explosifs seront pris en charge par le bénéficiaire au moment de leur acquisition sur le lieu d'utilisation.

**Article 7 :** Les produits explosifs devront être utilisés dans la période journalière d'activité qui suit la livraison. Depuis leur prise en charge jusqu'à leur emploi effectif, y compris pendant leur stockage éventuel à proximité du chantier d'utilisation en attente d'emploi, les personnes désignées à l'article 3 du présent arrêté sont responsables des mesures à prendre pour garantir la sécurité, la bonne conservation des produits et leur protection contre le vol. Elles veilleront notamment à ce qu'un gardiennage soit assuré en permanence durant cette période.

**Article 8 :** Dans le cas où les produits explosifs livrés n'auraient pas été consommés au cours de la période journalière d'activité, les produits non utilisés devront, au terme de ce délai, être acheminés, aux mêmes conditions administratives qu'à l'aller vers le dépôt dûment autorisé du fournisseur TITANOBEL, situé Z.A. Le Bourle 63190 MOISSAT

Si par suite de circonstances exceptionnelles et imprévues, le bénéficiaire dispose sur le chantier de produits explosifs au-delà de la période journalière d'activité, il devra en aviser immédiatement les services de la gendarmerie pour prendre les mesures suivantes pour prévenir les vols :

- Gardiennage permanent des explosifs et des détonateurs en des lieux séparés, sûrs et éloignés de tout habitat par l'une des personnes physiques désignées à l'article 3 du présent arrêté.

En tout état de cause dans un délai de trois jours à compter de la réception des produits explosifs, le bénéficiaire devra remettre les produits au fournisseur.

**Article 9 :** Les produits explosifs devront être utilisés conformément aux conditions stipulées par la demande d'autorisation et ses annexes.

L'emploi de ces produits sera en outre subordonné au respect des dispositions fixées par :

- le décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 modifié concernant l'emploi des explosifs dans les carrières et ses textes d'application (Titre Explosif du Règlement Général des Industries Extractives - RGIE)
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières
- l'arrêté préfectoral du 1er septembre 1999 autorisant l'exploitation de la carrière.

**Article 10 :** Au moins huit jours avant le premier tir, le bénéficiaire devra adresser à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le programme des opérations de tir (plan de tir, dates, horaires et quantités commandées).  
Une copie sera adressée à la mairie de Villerest.

**Article 11 :** Le bénéficiaire devra tenir un registre de réception et de consommation des produits explosifs. Y seront précisés :

- la date de réception,
- le fournisseur,
- l'origine des envois,
- leurs modalités,
- les dates et horaires des tirs,

- les quantités livrées, les quantités non utilisées,
- les quantités maximales de produits explosifs stipulées dans l'article 4 du présent arrêté
- les renseignements utiles en matière d'identification,
- les modalités de conservation et de protection permanente entre le moment de la réception et celui de l'utilisation,
- les mesures prévues pour assurer dans les délais convenables la restitution au fournisseur, avec l'accord de celui-ci, des explosifs non utilisés.

Ce registre sera accompagné de toutes les pièces justificatives permettant de réceptionner les explosifs, d'effectuer des tirs et de retourner les explosifs non utilisés vers un dépôt (certificat d'acquisition, bons de livraison, arrêté d'autorisation d'utiliser des explosifs dès réception, attestation de reprise en consignation éventuelle des explosifs dans un dépôt).

Ce registre sera présenté à toute requête de l'autorité administrative. Il sera conservé pendant cinq ans.

**Article 12 :** La perte, le vol et plus généralement la disparition, quelle qu'en soit la cause effective ou supposée de produits explosifs doivent être déclarés aux services de la gendarmerie le plus rapidement possible, et en tout cas dans les 24 heures qui suivent la constatation.

**Article 13 :** Le bénéficiaire devra porter immédiatement à la connaissance de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement tout accident survenu, du fait de l'emploi des explosifs, à des personnes étrangères aux travaux liés à cet emploi.

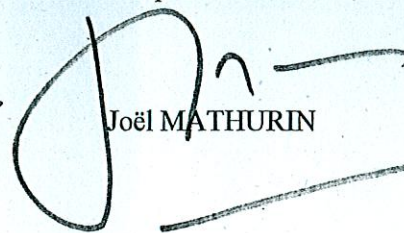
**Article 14 :** La présente autorisation d'emploi de produits explosifs dès réception ne permet pas, à elle seule, d'acquérir des substances explosives.

Une autorisation d'acquisition, sous la forme d'un certificat d'acquisition, devra être sollicitée par le bénéficiaire à cet effet.

**Article 15 :** Le sous-préfet de Roanne, le maire de Villerest, le chef d'escadron commandant la compagnie de gendarmerie de Roanne, le directeur régional, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera remise à M. Eric PAGE ainsi qu'au directeur régional chargé des entreprises, de la consommation, de la concurrence, du travail et de l'emploi.

Roanne, le 16 février 2012

le sous-préfet de Roanne,

  
Joël MATHURIN

**Copie transmise à :**

- M. le chef d'escadron, commandant la Compagnie de gendarmerie de Roanne
- M. le Maire de Villerest
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – Unité territoriale Loire
- M. Eric PAGE, gérant de la SARL PAGE ERIC, 781 route du Pont 42300 Villerest
- M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

# CERTIFICAT D'ACQUISITION D'EXPLOSIFS

[Cette autorisation peut être retirée à tout moment sans mise en demeure ni préavis (art. 13 du décret n° 81-972 du 21 octobre 1981) - Elle tient lieu d'autorisation de transport pour le demandeur]

15 FEV. 2012

SOUS-PREFECTURE de ROANNE  
LOIRE 42-02-79

## I - A REMPLIR PAR LE DEMANDEUR :

### Demandeur :

Nom et prénoms (ou raison sociale) : SARL PAGE ENIL

Domicile (ou siège social) : 781 route du pont 42300 VILLEREST

### Signataire (1) :

Noms et prénoms : PAGE ENIL

Qualité : Gérant

Domicile : 781 route du pont 42300 VILLEREST

### Titre permettant de solliciter le certificat (2) :

Autorisation d'utiliser des explosifs dès réception : .....

Habilitation à exploiter un dépôt (3) : .....

Habilitation à exploiter un débit (3) : .....

Acceptation à prendre les explosifs en consignation : .....

### Caractéristiques des produits explosifs :

Classification(s) (4) : .....

Quantité(s) maximale(s) pouvant être acquise(s) en une seule fois : 1500 kg  
et 50 détonateurs micro retard électrique

Quantité(s) maximale(s) pouvant être acquise(s) au cours de l'année (5) : 10

Usage projeté (6) : Exploitation de carrière Lignit Braille ouest

(Date, signature et cachet du demandeur)

Le 15-2-12

VILLEREST

## II - A REMPLIR PAR LA PREFECTURE :

Autorisation accordée le : 16 FEV. 2012

~~Autorisation refusée le :~~ .....

Autorisation valable jusqu'au (7) : 15 FEV. 2013

(Signature et cachet)



Le Sous-Préfet de ROANNE

JOEL MATHURIN

(1) A remplir seulement si le demandeur est une personne morale

(2) Indiquer les références du titre justificatif

(3) Il peut s'agir éventuellement de celle du consignataire

(4) Classe de conservation

(5) Formule à utiliser uniquement lorsque le type d'exploitation ne permet pas de définir la quantité maximale à acquérir en une seule fois

(6) A remplir seulement si le demandeur présente une acceptation à prendre les explosifs en consignation

(7) Validité maximum un an